

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES D'ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SUIVI DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX RÉGLEMENTAIRES

**Assistance maitrise d'ouvrage pour la coordination
et le suivi des enjeux environnementaux
réglementaires**












Barrage de Beaulieu

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 13 juillet 2026 à 12:00

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire
Aval
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS**

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Assistance maîtrise d'ouvrage communication et concertation
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Durée globale prévisionnelle : 4 ans / Défini par tranche
	Négociation	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Développement durable.....	6
2.5 – Visite de site.....	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	6
3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
3.5 - Conflit d'intérêts.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique.....	10
6.2 - Transmission sous support papier.....	11
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures.....	11
7.2 - Attribution des marchés.....	11
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	12
8 - Renseignements complémentaires.....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la coordination et le suivi des enjeux environnementaux réglementaires

Dans le cadre du projet de reconstruction du barrage de Beaulieu (situé à la commune de La Motte Tilly), VNF a déposé un dossier d'autorisation environnementale unique (AEU), dans cette AEU VNF s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi des impacts sur l'environnement. Le titulaire du marché de travaux va décliner Notice de respect de l'environnement exigée par VNF en Plan de Respect de l'Environnement. L'objet du contrat est la coordination environnementale du titulaire du marché de travaux et le suivi des mesures réglementaires pour leur bonne application durant toute la durée du chantier (phase de préparation du chantier et phase chantier).

Précision :

Une première consultation a été publiée sur la plateforme PLACE en février 2026. A l'occasion de l'analyse des offres, il a été détecté par le pouvoir adjudicateur l'utilisation d'une formule inappropriée prévue au règlement de consultation pour la notation du critère prix. Cette situation a amené le pouvoir adjudicateur à déclarer sans suite ladite consultation.

La présente consultation correspond donc à la relance de la consultation. À cette occasion, plusieurs modifications / précisions ont été apportées, notamment :

- Modification de la formule de notation du critère prix
- Modification de la composition de la tranche ferme
- Ajout de tranches optionnelles.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en 6 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	<p>Prestations nécessaires pour la tranche ferme :</p> <ul style="list-style-type: none">• M1 – s'assurer de l'appropriation et de l'application par l'entreprise travaux de la Notice de Respect de l'environnement repris dans son Plan de Respect de l'Environnement (PRE) - analyse des documents• M2 – s'assurer du respect et de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi auxquelles VNF s'est engagé dans le cadre de l'Autorisation Environnementale Unique (AEU) et de la demande de dérogation relative aux espèces protégées repris dans l'arrêté préfectoral délivré - suivi et encadrement du chantier• M3 - Mesures compensatoires associées à la Mulette épaisse (Unio crassus) : recréation d'habitats dans le Canal de Fréparoy et Terray - suivi et encadrement du chantier• M4 - Sensibilisation des équipes de chantier des travaux de compensations d'habitats mulette épaisse et de reconstruction du barrage de Beaulieu

	<ul style="list-style-type: none"> • M5 : avis sur le suivi des compensations des zones humides réalisé par un tiers de l'année N à N+3 • M6 – marquage des arbres et délimitation physique sur le terrain de la zone à défricher par le titulaire • M7 – mission de suivi du défrichement lié aux travaux principaux
TO01	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"> • MO1 : Suivi des mesures de communication
TO02	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"> • MO2 - Notice méthodologique pour l'exploitation
TO03	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"> • MO3 - rédaction du DCE du suivi de la mulette et des zones humides pour les années N+5 N+7 et N+10
TO04	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"> • MO4 : sauvetage par déplacement des amphibiens sur le chantier
TO05	Prestations optionnelles : <ul style="list-style-type: none"> • MO5 : porté à connaissance

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71300000-1	Services d'ingénierie
71320000-7	Services de conception technique
90710000-7	Gestion environnementale

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.5 – Visite de site

La visite de site n'est pas obligatoire.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et peut être modifié notamment en cas de retard lié aux travaux de reconstruction du barrage ou lié à la compensation au titre des zones humides ou de la mulette.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3.5 - Conflit d'intérêts

Le candidat prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution du futur marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant la consultation doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le candidat doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Dans son offre, le candidat devra remettre une attestation sur l'honneur afin de justifier qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêts.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Règlement de la consultation (RC)
- Acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses deux annexes (Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale pour la reconstruction du barrage de Beaulieu et le planning des travaux de reconstruction du barrage)
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- La Décomposition Indicative des Efforts par Métier / Profil Type (DIEMPT)

En application du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur impose que le retrait du dossier de consultation se fasse par téléchargement sur le profil d'acheteur. Le dossier de consultation est disponible en libre téléchargement sur le site, sous la référence « 2026-SOP-AMO-ENVIR », à l'adresse URL suivante :

[https://www.marches-](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3008119&orgAcronyme=d4t)

[publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3008119&orgAcronyme=d4t](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3008119&orgAcronyme=d4t)

N.B. : L'attention des candidats est attirée sur le fait que les éventuelles modifications du dossier de consultation ou de l'ajout de « questions / réponses » au dossier de consultation ne leur seront pas notifiées s'ils retirent le dossier de consultation anonymement sur la plateforme.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, dans 2 sous-dossiers distincts :

1/ Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Lettre de candidature DC1	Non
Le formulaire DC2	Non
Extrait k-bis ou équivalent ainsi que les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché	Non
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société	Non
Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique	Oui
En application de l'article L2143-9 du Code de la Commande Publique, le candidat devra préciser s'il est en redressement judiciaire et produire une copie du jugement prononcé, le cas échéant	Non
Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail	Oui
Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Présentation des principaux projets de nature et d'importance équivalentes / comparables aux prestations demandées, réalisés au cours des 3 dernières années ou en cours d'exécution (date de réalisation, montant et destinataire public ou privé devront être indiqués). Toutefois, il est rappelé que la capacité du candidat s'appréciera au regard de ses références de réalisation comparables.	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Les certifications OPQIBI suivantes sont recommandées :

0701 : *Étude de la biodiversité et des écosystèmes*

2111 : *Maîtrise d'œuvre de génie écologique*

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (co-traitance, sous-traitance) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

2/ Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
<p>Déclaration(s) de sous-traitance le cas échéant.</p> <p>L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.</p> <p>En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.</p>	Non
Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)	Non
Le Détail quantitatif estimatif (DQE) – Pièce non contractuelle destinée à l'appréciation du critère prix des offres	Non
<p>Le Mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Il comporte obligatoirement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Une Note méthodologique détaillée</u> explicitant : <ul style="list-style-type: none"> ○ les procédés employés et la méthodologie proposée par le candidat ainsi que les moyens matériels qui seront mobilisés pour l'exécution des prestations du marché et leur bon déroulement. <p>La note méthodologique devra refléter la prise en compte de l'ensemble des enjeux et contraintes particulières du marché.</p> ▪ <u>La composition, les compétences et l'organisation de l'équipe projet dédiée</u> proposées par le candidat afin de répondre aux besoins exprimés par le maître d'ouvrage dans le marché : <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation du personnel mobilisé, répartition des tâches/rôles entre les membres de l'équipe, références, expériences professionnelles, qualifications, diplômes, formations du personnel dédié. ○ Les Curriculum vitae (CV) des membres de l'équipe dédiée sont à fournir. ▪ <u>Les mesures prises par l'entreprise pour limiter l'impact environnemental</u> de ses activités dans le cadre du présent marché. 	Non
La Décomposition Indicative des Efforts par Métier / Profil Type (DIEMPT)	Non

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL précitée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine - 18 quai d'Austerlitz 75013 PARIS

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse ci-dessus.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Formats Word, Excel, PDF acceptés.

La signature électronique des documents est recommandée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Tous les documents doivent être signé de manière électronique de préférence et à défaut de manière manuscrite.

Après l'attribution, il sera demandé à l'attributaire, qui a signé l'acte d'engagement en scannant sa signature avant envoi ou qui n'a pas signé électroniquement l'acte d'engagement ou qui a fourni un acte d'engagement avec une signature électronique non reconnue par PLACE comme signature valide, de signer l'acte d'engagement avec une signature électronique ou de le rematérialiser par une signature manuscrite originale et, si besoin, de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation par le représentant du pouvoir adjudicateur, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères d'attribution		Pondération	
Critère Valeur technique	SC1 : Pertinence et adéquation des procédés, de la méthodologie et des moyens matériels qui seront mobilisés pour l'exécution des prestations du marché	40 pts	60 pts
	SC2 : Adéquation aux besoins du marché de la composition, des compétences et de l'organisation de l'équipe dédiée	10 pts	
	SC3 : Adéquation du volume horaire par compétence et par élément de mission (DIEMPT)	10 pts	
Critère prix	Le critère prix sera apprécié au vu du Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	30 pts	
Critère Environnemental	Le critère sera évalué selon la démarche environnementale proposée par le candidat afin de limiter son impact lié à son activité	10 pts	

La note obtenue pour chaque critère et sous-critère sera arrondie à deux décimales après la virgule.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Le prix des prestations (noté sur 30 points) est apprécié au regard du montant total en € TTC de l'offre (de toutes les tranches), indiqué dans le DQE (document non contractuel) dans la case « Montant €TTC total ». Ce critère prix est donc analysé sur la base :

- Du montant de la tranche ferme
- Du montant des tranches optionnelles 1 à 5.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :
Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) X Base de notation

Base de notation (30 pts) = correspond à la note maximale pouvant être obtenue,
Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.
Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Concernant les prix forfaitaires et unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, notamment entre les indications portées sur le bordereau des prix et le détail quantitatif estimatif, les indications portées sur le bordereau des prix prévaudront. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur PLACE du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

Tél : 03 26 66 86 87
Télécopie : 03 26 21 01 87
Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L): <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.